



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Fédération Syndicale Unitaire

Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion
169 bis, avenue Jean Jaurès 47000 AGEN
06 83 13 04 71

fsu47@wanadoo.fr <https://fsu47.fsu.fr/>

Déclaration des représentantes et représentants des personnels FSU au CTSD du 5 septembre 2019

L'année scolaire écoulée a connu de fortes mobilisations contre la loi Blanquer et la loi de transformation de la Fonction publique qui ont permis de faire reculer le gouvernement sur plusieurs points. Pour autant, la politique du « rouleau compresseur » continue de se déployer à vive allure, mettant en danger des pans entiers de notre système éducatif.

Pour cette rentrée, notre ministre, tout requinqué après ses vacances en colonie, a distillé un discours se voulant rassurant et volontariste dans un cadre champêtre, sous un platane bi(centenaire), convoquant même à sa rescousse les petits oiseaux devant sa cour de journalistes soumis. Exit la confiance, bonjour la réussite ! Ses litanies lénifiantes sont pourtant en flagrante contradiction avec la situation des écoles et du personnel sur le terrain. Tant pis si elles sont parsemées de mensonges grossiers ou d'approximations, l'important, c'est de paraître, de causer, de poser ...

C'est ainsi que pour justifier sa loi d'instruction obligatoire dès 3 ans (et un cadeau aux écoles privées de 150 millions d'euros), le ministre « qui ne désirait pas élaborer une nouvelle loi pour l'école » a expliqué qu'il entendait lutter contre la déscolarisation des petites filles dans les milieux fondamentalistes musulmans ! Aucune étude ne va dans ce sens mais tout est bon pour agiter le fantasme nauséabond entretenu sur l'école de la banlieue.

La volonté de mettre en avant le dialogue social est martelé, alors même que 2019 a été exécrable de ce point de vue, le ministre ayant systématiquement refusé toute l'année la moindre alternative ou modification de ses propositions par les syndicats. Qu'attendre alors des futures discussions sur les retraites alors que le gouvernement reste fermement campé sur ses positions ? Les enjeux sont fondamentaux pour l'ensemble de la population, particulièrement pour les fonctionnaires et plus encore les enseignants du premier degré qui risquent d'être les grands perdants du nouveau système.

L'annonce de 300 euros d'augmentation... par an apparaît comme une véritable provocation, quand on sait que le gouvernement a décidé de bloquer le point d'indice dès son arrivée au pouvoir en même temps qu'il supprimait l'impôt sur la fortune. Les enseignants français continueront donc de figurer parmi les moins bien payés de l'OCDE

Même stratagème avec la mise en œuvre des PIAL, les pôles inclusifs d'accompagnements localisés. Le ministre, laisse croire qu'il prendra davantage en compte les besoins des élèves en situation de handicap pour mieux précariser les personnels et dégrader leurs missions en enfermant les AESH dans un entonnoir de mutualisation forcée, avec comme seul objectif la réduction du nombre d'heure d'accompagnement prévues par la MDPH.

Parallèlement, l'homme « qui ne voulait pas changer les programmes » exerce une pression énorme sur toute la profession en exigeant l'application de ses nouvelles directives (notamment en maternelle) dès la rentrée, tout en cherchant à imposer ses évaluations CP/CE1 uniquement destinées à valider sa vision conservatrice de l'enseignement.

Quant aux moyens, ils sont très insuffisants en regard des objectifs affichés. Pour assurer la poursuite des dédoublements à la rentrée, il faudrait nationalement 2 253 postes et en l'absence de dotation suffisante, ils seront pris une nouvelle fois sur les dispositifs Plus de maîtres que de classe qui subsistaient, la maternelle, le rural... »

Dans le Lot-et-Garonne, le manque de postes se traduit aussi par des propositions de bricolage pour le moins déstabilisantes pour la Communauté éducative (partage des effectifs d'un cours sur 2 écoles) , d'autant plus que ces répartitions sont souvent annoncées de manière plutôt péremptoire par l'administration, plongeant les équipes pédagogiques dans des situations plus qu'inconfortables.

C'est une fois encore l'Ecole Publique et ses agents que nous défendons aujourd'hui, notre bien commun à toutes et tous pour ses principes d'égalité, d'émancipation, de lutte contre les injustices sociales et ce sont ces valeurs qui, nous le croyons, nous guident tous et toutes. Nous ne voulons pas de l'école du tri social, celle des inégalités exacerbées et nous continuerons à nous mobiliser pour un autre projet pour l'Ecole, pour les élèves, pour le service public d'Education. Dans un contexte de revendication d'égalité, de justice sociale, il est important de rappeler que les services publics en général, et l'école en particulier, sont des instruments ***indispensables d'égalité et de redistribution des richesses***.